

L’accompagnement sexuel permet de répondre à la solitude intime de personnes en situation de handicap. Mais les praticien·nes sont encore rares. Une formation ouvre d’ici peu

Accompagner le plaisir

DOMINIQUE HARTMANN

Société ► Pour les personnes affectées par un handicap, l’accès à la sexualité reste précaire. Une nouvelle formation à l’assistance sensuelle et sexuelle démarre cet automne en Suisse romande. Car même si cet accompagnement fait encore l’objet de tabous, la demande progresse. «Et elle excède de beaucoup ce que nous pouvons proposer», regrette Judith Aregger, présidente de Corps solidaires, l’association formatrice.

L’accompagnement sexuel est l’une des réponses possibles à la privation d’expériences intimes dont souffrent de nombreuses personnes, estime Judith Aregger: «Il s’adapte à toute la diversité des situations possibles. Toujours en présupposant le consentement et le respect réciproque entre bénéficiaires et assistant·es.» Au fil des ans, la demande d’accompagnement intime a augmenté en Suisse romande. En 2024, plus de 575 séances ont été réalisées auprès de 163 bénéficiaires en situation de handicap entre 24 et 98 ans.

«Chemin d’autonomie»

Si les demandes émanent très majoritairement d’hommes hétérosexuels, des personnes non binaires, transgenre ou homosexuelles se manifestent aujourd’hui davantage. De même que des femmes. «Mais le stigmate de la ‘salope’ les accompagne tout au long de leur vie, à quoi s’ajoute la crainte d’être abusée», déplore Judith Aregger. Également formatrice d’adultes, celle-ci intervient ponctuellement dans des Hautes Ecoles de travail social ou de la santé sur le sujet de la sexualité des personnes en dépendance vitale ou du travail du sexe en Suisse.

L’intérêt provient de toute la Suisse romande, principalement des deux cantons lémaniques. Actuellement, trois grandes institutions font appel à l’assistance à Genève et quatre EMS, indique l’association. En 2024, les personnes demandeuses étaient surtout en situation de handicap physique (inné ou acquis à la suite



Le photographe romand Matthieu Zellweger a publié récemment dans *Amour Inconditionnel* les photographies réalisées en collaboration avec Corps solidaires. Cette photo a été distinguée par le 1^{er} prix photo du Swiss Press Award en 2024. MATTHIEU ZELLWEGER

d’un accident ou d’une maladie). Trente-huit d’entre elles étaient porteuses d’un handicap psychique, les autres présentant des troubles mentaux, une déficience intellectuelle, un polyhandicap. Les troubles et difficultés liés au grand âge concernent 2% des cas.

Comme l’écrit Corps solidaire, un point commun unit ces personnes, «la solitude et, pour l’immense majorité, la dépendance envers des tiers (famille ou institution). Pour elles, l’assistance sexuelle est le seul moment où leur intimité peut s’épanouir dans la joie et le respect mutuel». Dans certains pays, comme aux États-Unis, la démarche est à visée thérapeutique. Corps solidaires se distancie de cette approche: «La thérapie cherche un résultat.

Si le plaisir peut être thérapeutique, tant mieux, salue Judith Aregger. Mais la sexualité doit pouvoir être une simple source de bien-être et une ressource, un chemin d’autonomie quand le handicap va souvent de pair avec l’infantilisation.»

Eviter la dépendance

Sur les 27 personnes actuellement formées en Suisse romande, toutes n’exercent pas. Plusieurs raisons peuvent amener à délaisser la profession: une nouvelle relation amoureuse, une séparation – et la crainte que cette activité ne porte préjudice à un jugement de divorce. Mais aussi la rémunération, modeste. Dès les débuts de la professionnalisation de cette activité, le tarif a été fixé à 150 francs pour une heure passée avec le

ou la bénéficiaire. Si une séance dure généralement une heure, les rencontres proprement dites sont précédées de moments d’organisation, d’échange et d’écoute, un temps non facturé. «Tout le monde ne peut pas se permettre de gagner aussi peu. C’est pourquoi nous demandons aux assistant·es de gagner leur vie autrement. L’idée est d’éviter toute dépendance à l’égard de cette activité.» Depuis peu, l’association dispose d’un fonds d’aide qui permet par exemple de prendre en charge le coût d’une chambre d’hôtel. Car pour des bénéficiaires qui ne disposent parfois que de 300 francs d’argent de poche par mois, le montant – récemment augmenté de 20 francs – est important. Pourtant, la gratuité n’a jamais été envisa-

gée: «Le tarif vise à établir un échange paritaire, sans prise de pouvoir de l’un sur l’autre», explique Judith Aregger. Actuellement, les seuls soutiens publics de l’association proviennent du canton de Genève.

«Une dose d’idéalisme»

La formation à l’assistance sexuelle attire des personnes de tous âges, observe la présidente de Corps solidaires. Par exemple des jeunes personnes queer sensibles aux enjeux du validisme. Si la formation a pu apparaître comme une opportunité d’évolution pour les travailleurs et travailleuses du sexe, ce secteur n’est finalement que peu représenté. En cause, la rémunération modeste, les tabous liés au handicap et parfois la difficulté de suivre une for-

mation en français. «Des personnes issues de l’escorting ont aussi pu souhaiter ajouter à leur travail une dimension psychologique, voire thérapeutique. Là aussi, la question des tarifs a été rédhibitoire. Il faut une certaine dose d’idéisme, c’est vrai.» Et des qualités: le courage de se remettre en question, mentionne Judith Aregger, l’altruisme, la capacité à gérer ses émotions et l’aptitude à poser des limites.



«La sexualité doit pouvoir être une simple source de bien-être et une ressource»

Judith Aregger

En Suisse romande, la première formation avait été mise sur pied par l’association Sexualité et handicaps pluriels (SEHP). Dix personnes en sont sorties diplômées en 2009, dont Judith Aregger. Mais la difficulté de récolter des fonds pour une formation de ce type a eu raison de la démarche. Ce n’est qu’en 2014 que Corps solidaires, fondé en 2010, parvenait à relancer la formation. L’association fait par ailleurs partie de Pro-CoRe qui défend les droits des travailleurs et travailleuses du sexe et milite pour la reconnaissance et la déstigmatisation du métier. Outre la sensibilisation et la formation à l’assistance sexuelle, Corps solidaires souhaite s’engager contre les courants abolitionnistes. I

www.corps-solidaires.ch

«Il s’agit de se mettre au service d’une autre personne»

Rebecca, 55 ans, a participé au dernier cursus de formation de Corps solidaires. Elle raconte ce qui la motive, et quelles ressources une assistante sexuelle doit développer. La question du tabou s’invite dans la discussion.

Active dans le domaine médico-social, Rebecca connaissait de longue date l’existence de l’assistance sexuelle. Elle n’avait pourtant jamais imaginé la pratiquer elle-même. Lorsqu’elle contacte Corps solidaires pour une personne de sa famille, elle est loin de se douter qu’elle s’apprête à s’engager dans un second métier. Ce qu’elle fait depuis 2024.

Pour elle, ce travail est une forme de don. «Je trouve que la vie m’a beaucoup donné et j’ai envie de partager avec ceux qui ont moins reçu. Cet amour s’écrit avec un grand A, il parle de l’humanité. Il s’agit de se mettre au service d’une personne, d’être à l’écoute, de créer un espace où ce qu’elle souhaite vivre peut avoir lieu.»

La formation qu’elle entreprend est à la fois théorique (connaissance du handicap, sexologie,

aspects juridiques et déontologiques) et pratique: «Des personnes concernées sont venues raconter leur handicap, expliquer ce qu’elles attendent des autres, comment elles vivent le validisme. Et nous avons été mis en situation.» Elle salue en particulier la dimension réflexive de la formation. «Nous avons tous et toutes beaucoup cheminé sur l’intimité, le contact humain, et notre capacité à accueillir les différentes expressions de la sexualité.»

Après la formation, Rebecca n’a pas débuté d’emblée. Son nouveau compagnon peine alors à accepter son engagement. Or, la loyauté à l’égard des personnes proches fait partie des prérequis de l’assistance sexuelle. Elle s’en ouvre au groupe qui se retrouve régulièrement pour des supervisions. «J’ai compris que, comme souvent, estime Rebecca, l’enjeu est d’abord personnel. L’important est d’être très au clair sur notre volonté de pratiquer, ou non, ce métier. Et d’en tirer les conséquences.»

Quelles sont les difficultés qui peuvent se présenter à un ou une assistante sexuelle? Elle cite «le risque de susciter des attentes auprès des bénéfi-

«Je trouve que la vie m’a beaucoup donné et j’ai envie de partager avec ceux qui ont moins reçu»

Rebecca

ciaires – se revoir pour une fête d’anniversaire ou une promenade, par exemple. Selon ce qu’une personne a vécu au cours de sa vie, ces moments d’intimité peuvent être bouleversants. C’est important de rester dans sa posture d’assistante sans laisser de doute quant à la relation; comme on dit «rappeler le cadre». «Ma pratique professionnelle m’y a préparée mais c’est un vrai apprentissage. Les institutions, les éducateurs et éducatrices aident à rappeler le cadre, posé aussi par la rémunération de l’assistance. Mais c’est parfois plus difficile pour les bénéficiaires qui vivent à domicile.»

Dans sa pratique, elle reste discrète et a tenu à s’exprimer anonymement. Car le tabou qui entoure l’assistance sexuelle est durable. «Certains ou certaines d’entre nous en parlent déjà librement. Pour ma part, je commence seulement à partager mon activité avec quelques personnes de mon entourage. Plus on en parlera, plus nous avancerons sur le chemin de l’acceptation et l’évolution de la société vers une compréhension, une adhésion et une solidarité sociale complète.» **DHN**